

Le gouvernement de Doug Ford a annoncé un examen du transport en commun régional. Tout d'abord introduits lors de la campagne électorale provinciale, il y a encore peu de détails connus au sujet des plans du gouvernement. Lors de la campagne électorale, Doug Ford a proposé que la province prenne le contrôle de parties de la Toronto Transit Commission (TTC) – ou de transférer un tel contrôle. Le premier ministre Ford manifeste son enthousiasme pour les métros chaque fois qu'il en a l'occasion, et il a affirmé que c'est ce qu'il aimerait que la province contrôle.

L'ex-ministre des Transports John Yakabuski a nommé Michael Lindsay pour diriger un groupe qui effectuera cet examen. Le comité d'examen a été nommé pour une période pouvant aller jusqu'à un an. M. Lindsay a déjà travaillé pour la firme d'ingénieurs Hatch et sa biographie mentionne une expérience antérieure avec des plans de privatisation. Il a également déjà occupé un poste de cadre supérieur à Infrastructure Ontario, ce qui indiquerait une connaissance intime de joueurs et de processus clés dans la province.

L'annonce de 'transfert' et d'examen a suscité de la méfiance. Nous ignorons ce que le groupe recommandera, mais nous avons déjà vu le gouvernement Ford se servir de rapports de ce genre pour agir à sa guise. Par exemple, ce rapport pourrait entraîner des changements à Metrolinx, l'agence provinciale responsable du transport en commun, et entraîner la prise de contrôle par la province des lignes de métro de TTC afin de les privatiser. Même si le réseau demeure entre les mains de l'État, des ententes pourraient être conclues avec le secteur privé pour des contrats d'entretien à long terme et même pour des contrats d'exploitation. C'est le travail que font nos membres et nous avons déjà vu le gouvernement privatiser des parties du réseau, comme les nouveaux TLR et le système PRESTO.

L'annonce du gouvernement semble également aller encore plus loin que le simple réseau de Toronto. Bien que spécifique à un transfert du métro de Toronto, l'ex-ministre des Transports John Yakabuski a affirmé ce qui suit :

« Cela fait partie du plan de notre gouvernement visant à améliorer le transport en commun et soulager les usagers dans toute la région, de dire le ministre Yakabuski. Se déplacer aux quatre coins de la région du Grand Toronto et de Hamilton peut s'avérer difficile et complexe. Les embouteillages et un manque d'infrastructure de transport en commun entraînent des coûts en argent, en emplois et en temps. Notre gouvernement redouble d'efforts et traite le métro comme le service essentiel qu'il représente. Je souhaite la bienvenue à notre conseiller spécial, Michael Lindsay, et je suis impatient de travailler avec lui sur ce projet important. »

Nous ne savons pas non plus clairement ce que le groupe dira au sujet de toute nouvelle prolongation, comme celles de Scarborough et York, et les prolongements de la ligne d'allègement du métro.

TTC est un important réseau intégré. Si le gouvernement décide d'éliminer des parties essentielles, comme le métro, cela fera en sorte que le réseau sera fragmenté en différents régimes de gouvernance et ouvrira la voie au contrôle par le secteur privé. Retirer les lignes de métro de TTC ferait en sorte que la partie « métro » serait en position d'être vendue et privatisée. Il y a des modèles bien connus de ce genre dans d'autres pays, comme le Royaume-Uni, qui se sont effondrés de façon désastreuse.

À Londres (Angleterre), la ville a subi un des pires exemples de privatisation d'un service public connus lorsque des parties de leur métro – le métro de Londres (London Underground) – ont été privatisées dans le cadre d'un stratagème compliqué et désastreux. Le plan était si mauvais que l'ex-maire et qu'un actuel député provincial conservateur ont désigné les ententes de PPP comme étant un « vol en plein jour ».

En bout de ligne, si nous perdons le contrôle d'une plus grande partie du réseau de TTC, nous perdrons le contrôle de parties essentielles du réseau et cela pourrait affecter tout, allant du temps d'attente des trains pour les usagers, aux procédures de santé et de sécurité, en passant par les programmes d'entretien. Cela pourrait également signifier des pertes d'emplois pour les membres de la section locale 2 du SCFP.

Pour en apprendre davantage, allez sur le site Web de la section locale 2 et visitez TTC Riders pour signer leur pétition contre le morcèlement de notre réseau à http://act.ttcriders.ca/ourttc?sp_ref=442176418.392.190574.t.0.2 (en anglais seulement).